

COMBAT RÉPUBLICAIN

Numéro 30

Bulletin d'information de la **CNGR**
Coordination Nationale de la **Gauche Républicaine**

A SAVOIR

LE BUDGET DES TRICHEURS.

Même la droite n'y croit pas : avec une prévision de croissance de 2, 25% en France, la loi de finances pour l'exercice 2006 ne se caractérise pas par la sincérité. La plupart des économistes, à commencer par l'Insee et le FMI, s'en tiennent à un modeste 1, 8%. Pourtant, même avec ses estimations très optimistes, Breton annonce un déficit de 46, 8 milliards d'euros, soit 1, 6 milliard de plus que ce qui a été prévu en 2005. Qu'en sera-t-il à la fin de l'année prochaine, lorsque la réalité aura rattrapé les prévisions ? Avec Super-Menteur à l'Elysée, la sincérité budgétaire est décidément bien difficile à garantir...

SOUS LE SEUIL DE PAUVRETE.

Trois millions et demi de Français, soit 6% de la population, vivent avec moins de 600 euros par mois. C'est ce que révèlent les statistiques de l'Insee, tandis que l'Observatoire national de la pauvreté et de l'exclusion sociale dénombre un million de « travailleurs pauvres », et que la Fondation Abbé Pierre estime à trois millions le nombre de mal-logés.

145 SYNDICALISTES ASSASSINES EN 2004.

C'est le compte macabre établi au niveau mondial par la Confédération Internationale des Syndicats Libres. Dans son rapport annuel, la CISL dénonce qu'en Colombie 99 militants syndicaux ont été tués alors que « la réforme de la législation du travail a conduit à l'allongement de la journée de travail, à la réduction des indemnités pour les heures supplémentaires travaillées et à une flexibilité accrue de l'emploi ». Quant aux Philippines, c'est avec des bulldozers qu'un piquet de grève a été démantelé dans une sucrerie. Bilan : 14 morts.

EDITO : LES SERVICES PUBLICS SONT LE SOCLE DE LA REPUBLIQUE

L'intérêt général et le bien commun sont deux des piliers de la République. Pour faire de ces principes une réalité, l'Etat a le devoir de développer des services publics de qualité, tout en garantissant leur accès égalitaire à tous les citoyens. On comprendra aisément que l'énergie, l'eau, les transports, la santé ou l'éducation ne sont pas, sur le plan économique, de la même nature que la fabrication et la distribution des desserts glacés, des articles de mode ou des produits de beauté. Certaines activités répondent à des besoins essentiels et communs à tous : elles relèvent des services publics. D'autres activités s'adressent à des consommateurs aux goûts et intérêts différenciés : elles ont toute leur place dans l'économie de marché.

Or comme le rappelle le projet de Manifeste des Assises de la Gauche Républicaine, « les services publics sont en cours de liquidation. Lorsqu'ils ne sont pas privatisés, ils s'enfoncent dans la pénurie et le sous-équipement. L'Etat vend ses biens pour éponger un tant soit peu sa dette, que les cadeaux fiscaux aux plus riches et l'atonie de la croissance ne font qu'alourdir.

Au lendemain de la deuxième guerre mondiale, la France s'est reconstruite sur la base du programme du Conseil National de la Résistance : création de la Sécurité Sociale, nationalisations et constitution d'un réseau important de services publics. C'est ce socle républicain que le capital financier veut détruire, alors que nous voulons le reconstituer et le moderniser ». *(suite page suivante)*

Assises de la Gauche Républicaine : le débat continue

Pour mener à son terme la réflexion sur notre projet, la CNGR a décidé de reporter la tenue des Assises à une date et en un lieu qui seront prochainement arrêtés.

En attendant, nous appelons nos adhérents et sympathisants à poursuivre le débat, dans les réunions locales et sur le Blog : <http://assises.gaucherepublicaine.org>

(Suite page précédente)

Le gouvernement Villepin ne fait qu'aggraver cette politique de destruction, qu'il s'agisse des autoroutes, de la SNCM ou de l'ouverture du capital d'EDF(voir rubrique Humeur). Pour ne pas rater les rendez-vous de 2007, la gauche doit faire de la reconstruction des services publics l'un des axes majeurs de son projet. Cette reconstruction passe par l'application des principes suivants :

- Les entreprises privatisées pourront être renationalisées entièrement ou majoritairement, à des prix qui tiennent compte de l'intérêt général et non de celui des actionnaires privés.

- Il est désormais patent que l'octroi d'argent public aux entreprises privées ne crée pas d'emploi. Les fonds publics pour les établissements publics : telle est la règle de financement qui permettra à l'Etat de faire vivre ses entreprises.

- Les services publics seront placés hors du secteur concurrentiel et marchand, afin que leur accès aux mêmes conditions pour tous soit garanti sur tout le territoire national. Des services publics mis en concurrence avec des entreprises privées perdent leur raison d'être, car ils se trouvent vite contraints de s'aligner sur les règles du marché. Et cet alignement est toujours l'antichambre de leur privatisation.

- Les services publics doivent être modernisés afin d'améliorer leur qualité, ce qui passe par une politique de motivation de leurs personnels, souvent découragés par leur bas niveau de rémunération et les

difficultés qu'ils rencontrent dans leur travail au quotidien. Un cahier des charges établi par les salariés et les usagers fixera les droits et les devoirs de chacun.

- La gestion des services publics doit être rigoureuse et transparente. Elle doit associer les parlementaires, le personnel et les usagers.

Il faut hélas déplorer que la gauche reste très timorée dans son approche de la politique à mener en faveur des services publics. Elle se contente souvent de formules vagues, qui esquivent la question de la propriété et de la mise hors secteur concurrentiel de ces services. Raison de plus pour poursuivre notre réflexion sur le sujet dans le cadre du débat préparatoire aux Assises de la Gauche Républicaine.

Certes, on nous objectera que les traités de l'Union Européenne s'opposent à notre volonté de changer de politique. Mais en rester à ce constat reviendrait à ne faire aucun cas de la souveraineté populaire et à vider de son sens la victoire du Non. En mettant à bas le « traité constitutionnel », les peuples français et hollandais ont inscrit à l'ordre du jour une complète réorientation de la construction européenne. C'est à la gauche de faire entendre la voix de notre peuple dans les futures négociations. Encore faut-il qu'elle affiche clarté et volonté dans la définition de son projet politique.

HUMEUR : POURQUOI EDF DOIT RESTER 100% PUBLIQUE

Extraits d'un argumentaire de la CGT.

La flambée des prix du baril de pétrole affecte votre pouvoir d'achat. La montée du prix de l'énergie fragilise l'emploi industriel. Tous les experts s'accordent à le dire, cette crise énergétique est profonde et durable.

Sous l'effet conjugué de l'épuisement des réserves de pétrole et de gaz dans le monde, du manque d'investissements réalisés par les entreprises de ce secteur et de l'augmentation continue de la demande, cette tendance va se poursuivre, s'amplifier et les tensions internationales vont s'exacerber. Dans ce contexte de crise et de tensions internationales, il est impératif, pour la CGT, de préserver les intérêts de

notre pays en maintenant le secteur de l'électricité et du gaz sous la responsabilité exclusive de la nation.

La vente, même partielle, d'EDF à des actionnaires privés est contraire aux intérêts de notre pays et très dangereux pour l'avenir. Les exigences de rentabilité financière exprimées par les actionnaires ne sont pas compatibles avec les impératifs de long terme qu'exige ce secteur stratégique. Le temps presse car le gouvernement veut aller vite. Il craint le débat. Les performances économiques de notre pays, la pérennité de votre emploi, votre niveau de vie sont étroitement liés au prix de l'énergie et donc à l'efficacité des services publics.

Privatisation=spoliation. Le développement d'EDF a été financé par les factures que vous avez acquittées. Chaque citoyen est donc copropriétaire de cette entreprise. Vous êtes en droit d'exiger un vrai débat pour déterminer l'avenir de cette entreprise nationale. En terme de financement, pourquoi ce qui a été possible au cours des soixante dernières années ne le serait pas pour l'avenir ? EDF a les moyens de financer son développement industriel. Comme pour Gaz de France, le gouvernement entend vendre aux Français une entreprise qui leur appartient déjà. Finalement, nous assistons à la captation d'un bien collectif par des intérêts particuliers. Ce cadeau gigantesque est réalisé sur votre dos. C'est une démarche purement idéologique qui ne s'appuie sur aucune réalité technique ou financière.

Privatisation=facture en hausse. Avec EDF 100% publique, les tarifs de vente aux clients résidentiels ont baissé de 29% en dix ans. Ceci a été possible parce que les tarifs de l'électricité, pour les abonnés domestiques, restent fixés par la puissance publique et ne sont pas soumis aux aléas du marché comme pour l'eau et le pétrole, biens publics gérés par le privé. Leur niveau est le reflet du coût de revient moyen. Savez-vous que, dans notre pays, il existe pour l'eau un facteur de 1 à 7 entre les prix les plus bas et les plus élevés pratiqués par les communes françaises. Pour l'électricité, c'est la solidarité et l'équité qui continuent de prévaloir. Quelle que soit la distance qui vous sépare d'une centrale de production, le même tarif est appliqué ! La solidarité entre les usagers des villes et ceux des champs et entre les territoires demeure la règle. Les actionnaires privés, même minoritaires, vont n'avoir de cesse d'obtenir une augmentation des tarifs afin de répondre à leurs exigences de profit et de casser ce système solidaire et équitable. Au bout du compte, qui va payer, qui va supporter les aléas du marché dans un secteur où les variations de prix sont faramineuses, c'est vous !

Privatisation=service public dégradé. En dix ans, la finalité de cette entreprise a déjà profondément changé. Les signes de dégradation sont déjà perceptibles. Les explosions de gaz liées à l'existence de canalisations dangereuses qui auraient dû être remplacées viennent de le démontrer : la qualité et la sécurité des réseaux sont des missions essentielles du

service public. Or, l'approche exclusivement financière, qui conduit à reporter systématiquement les investissements nécessaires, va s'amplifier sous la pression des actionnaires. Elle peut s'avérer désastreuse et criminelle ; Ainsi, à EDF comme dans les transports aériens, les coupes sombres dans les budgets d'entretien, de maintenance et de formation, l'externalisation et la sous-traitance à outrance accroissent les risques d'accident. Même si vous bénéficiez encore des traditions de qualité de service des entreprises publiques, déjà sous l'effet des critères de rentabilité financière les agences clientèles de proximité sont fermées, les temps d'intervention sont allongés, la qualité des services se dégrade et ils sont dorénavant facturés lourdement. Il faut modifier fondamentalement les critères de gestion de ces entreprises en redonnant la main aux élus, aux usagers et aux salariés, pour renforcer la qualité du service public en milieu rural et urbain.

Privatisation=environnement sacrifié. Les profondes réformes imposées par l'Europe dans le secteur de l'énergie ont généré en dix ans une situation de déficit et de sous-investissement. Le programme concocté à la hâte afin d'éviter les ruptures vise à relancer une production basée sur le fuel et le gaz. Il risque de placer la France dans l'incapacité de respecter ses engagements pris à Kyoto. Rappelons que c'est grâce à une politique de long terme, avec un programme électronucléaire ambitieux, que notre pays se situe parmi les plus performants du point de vue des rejets de gaz à effet de serre. Une politique de long terme doit reposer sur la complémentarité des ressources énergétiques et des entreprises du secteur. Il est indispensable de relancer la recherche afin de bâtir un équilibre énergétique vertueux pour l'environnement, en cherchant à optimiser les atouts de chaque source énergétique, et de trouver les solutions optimales pour la gestion des déchets nucléaires ; Les actionnaires privés vont-ils se soucier de cela ? Personne ne le croit.

(...)

La CGT considère que l'énergie n'est pas une marchandise mais un bien public mondial ; elle devrait échapper à la rentabilité financière et à la logique de la concurrence. Ensemble, salariés, usagers, élus, nous pouvons bousculer les projets du gouvernement.